EMC 5e. Égalité, fraternité et solidarité

Thème 1. Agir pour l'égalité femmes-hommes et lutter contre les discriminations (9-11 heures)

Proposition de séquence. Pourquoi et comment lutter contre les discriminations ?

Points d'appui dans le programme

Notions : discriminations, respect, inclusion, tolérance, égalité, préjugé-stéréotype

Contenus d'enseignement associés à la proposition : comprendre qu'il existe différents types de discriminations et que la loi protège les individus. L'inclusion des élèves en situation d'handicap permet plus d'égalité. Malgré tout, les discriminations demeurent présentes dans notre société.

Cette séquence aborde la question des discriminations, qui constituent un délit contraire au principe fondamental d'égalité. Le Code pénal définit la discrimination comme « toute distinction opérée entre les personnes physique » sur la base de critères interdits (origine, sexe, handicap, orientation sexuelle, etc.). L'État s'engage, par la loi, à garantir l'égalité des chances, notamment en matière de participation et de citoyenneté pour les personnes en situation de handicap. Dans le domaine du travail, des dispositifs juridiques existent pour lutter contre les discriminations et assurer un traitement équitable ; des sanctions sont prévues pour faire respecter ce droit.

La première séance a pour objectif de comprendre ce qu'est une discrimination. Elle permet de distinguer une simple différence ou inégalité d'une discrimination, en insistant sur son caractère illégitime et interdit par la loi. Les élèves découvrent les critères reconnus comme discriminants et prennent conscience du rôle protecteur de la loi et dans la lutte contre les injustices.

La deuxième séance aborde la question de la discrimination à l'embauche. À partir de situations concrètes, les élèves analysent comment certains critères (nom, origine, apparence, handicap, sexe…) peuvent injustement influencer l'accès à un emploi. L'objectif est de comprendre en quoi ces pratiques sont illégales, contraires à l'égalité des droits, et d'identifier les moyens de les combattre.

La troisième séance amène les élèves à réfléchir sur la notion d'inclusion scolaire, en observant les obstacles que peuvent rencontrer certains camarades en raison d'un handicap, de difficultés sociales ou linguistiques. L'objectif est de les sensibiliser aux inégalités d'accès à l'école et de les amener à adopter des comportements solidaires favorisant une école inclusive pour tous.

Compétences travaillées pour construire une culture de la démocratie

- Promouvoir l'égalité : agir pour l'égalité des droits et des chances, et refuser toutes les discriminations. Sensibiliser les élèves à l'importance de l'égalité dans tous les aspects de la vie quotidienne.
- Comprendre le rôle du droit : expliquer comment la loi permet de lutter contre les discriminations.
- Exprimer ce que l'on ressent, développer sa capacité d'empathie.
- Respecter autrui et accepter les différences : développer une attitude respectueuse et inclusive en permettant aux élèves de prendre conscience de la richesse de la diversité humaine. Insister sur l'inclusion des personnes en situation de handicap.
- Développer ses capacités de réflexion et exercer son esprit critique.
- Développer le sens de l'engagement et s'impliquer dans un projet collectif et coopérer.

Séance 1 – Qu'est-ce qu'une discrimination ?

Pour introduire la séance, la classe répond à une question ouverte « imaginez que vous vous présentez à un entretien d'embauche et qu'on vous dit que vous ne pouvez pas être embauché simplement parce que vous êtes trop vieux ou trop jeune. Comment vous sentiriez-vous ? » Cette mise en situation permet de faire réagir les élèves et de les amener à comprendre l'enjeu de la séance. Le professeur peut afficher des exemples de situations où des personnes peuvent être discriminées (par exemple, en raison de leur âge, de leur sexe, de leur origine, de leur handicap, etc.) Le professeur demande aux élèves de réagir en exprimant leur compréhension des situations présentées et pourquoi elles pourraient être perçues comme discriminatoires. Ce premier échange permet d'introduire la définition de discrimination.

Définition de discrimination

La discrimination est un délit qui consiste à traiter défavorablement une personne en s'appuyant sur un motif interdit par la loi (ex : origine, sexe, situation de famille, grossesse, apparence physique, handicap etc.). La plupart des cas de discrimination ont lieu dans les domaines suivants : travail, accès au logement ou aux services, éducation, activités économiques. La discrimination peut être directe lorsqu'elle est nettement visible. L'auteur des faits a conscience qu'il prend une décision en fonction d'un critère interdit par la loi et il l'affiche ouvertement. La discrimination peut être indirect lorsque l'auteur prend une décision qui paraît neutre mais qui, finalement, désavantage certaines personnes par rapport à d'autres. L'auteur des faits peut être jugé et condamné par le tribunal correctionnel. Il risque une peine pouvant aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende (5 369 926 XFP).

Le professeur introduit ensuite les notions de préjugés et de stéréotypes. Pour cela il invite les élèves à réfléchir à des phrases qu'ils ont déjà entendues, comme : *« les vieux ne comprennent rien à la technologie »* ou « *les filles sont nulles en sport* ». Il leur demande alors : « Comment appelle-t-on ce type de phrases ? Quelles conséquences peuvent-elles avoir ? » Cet échange permet de faire émerger et de définir collectivement les notions de préjugés (opinions toutes faites) et de stéréotypes (généralisations rigides), souvent à l'origine des discriminations.

Définition de préjugé

Un préjugé est une opinion toute faite, souvent négative, sur une personne ou un groupe, sans les connaître.

Définition de stéréotype

Un stéréotype est une idée fixe et simplifiée sur un groupe (exemple : les garçons ne peuvent pas pleurer, les handicapés ne peuvent pas faire du sport…).

Dans un premier temps, le professeur met à l'étude deux documents : la définition légale d'une discrimination et les sanctions prévues par la loi. Cette lecture permet d'introduire le cadre juridique de la discrimination en France. Après lecture, un échange oral est lancé pour vérifier la compréhension des élèves sur ce qu'est une discrimination.

Les élèves sont ensuite invités à donner des exemples de discriminations qu'ils ont pu observer dans la société (par exemple, discrimination à l'embauche, dans les écoles, dans le sport, etc.). Cette discussion met en lumière la manière dont les discriminations peuvent affecter différentes personnes dans la société. Cela permet de bien ancrer la notion de discrimination dans leur quotidien.

Dans un deuxième temps, les élèves sont amenés à travailler en groupe. Chaque groupe devra traiter une discrimination au choix (liée à l'âge, au handicap, au sexe ou à l'origine ethnique). Ils devront d'abord décrire comment cette discrimination se manifeste dans la société en complétant une fiche de réflexion :

Situation 1 : une femme enceinte se voit refuser un poste

Quel est le stéréotype ou le préjugé mis en évidence dans cette situation ?
Elle ne sera pas disponible.
Quelles discriminations sont présentées dans cette situation ?
Discriminations liées au sexe et à la grossesse.
Comment faire évoluer les regards et les attitudes ?
En sensibilisation les employeurs aux droits des femmes enceintes et en concentrant leur intérêt sur leurs capacités et compétences professionnelles.

Les élèves sont ensuite amenés à mettre en scène la situation discriminante en apportant les pistes de réflexion qui pourraient permettre de faire évoluer les regards de chacun face à ce type de fait.

Après avoir présenté leurs conclusions à la classe, les élèves participent à une discussion collective où l'enseignant résume les principaux critères de discrimination identifiés dans l'activité, en s'appuyant sur l'article 225-1 du code pénal. Cette activité permet de bien comprendre la diversité des critères de discrimination et de prendre conscience que ces discriminations sont souvent invisibles mais très présentes dans les interactions sociales.

Dans un troisième temps, les élèves analysent un exemple concret de discrimination à travers un témoignage. Cette activité permet aux élèves de comprendre comment la discrimination se produit dans la réalité et les sensibilise à la notion de recours juridique. L'enseignant peut aussi expliquer le rôle du Défenseur des droits, en insistant sur l'importance de dénoncer une discrimination et les moyens juridiques à la disposition des victimes pour obtenir réparation.

Pour conclure la séance, le professeur introduit l'article 23 de la Convention internationale des Droits de l'enfant (CIDE) afin de mettre en lumière les obligations internationales en matière de discrimination envers les enfants handicapés. Les élèves sont invités à proposer des

solutions concrètes, par exemple, l'adaptation des infrastructures scolaires ou la sensibilisation des élèves et des enseignants à la différence.

Documents supports

Article 225-1 du code pénal par rapport à la définition juridique de la discrimination.
Article 222-5 du code pénal sur les sanctions liées à la discrimination.
Article 23 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant (CIDE).
Article Lp. 141-7 du code du travail de la Nouvelle-Calédonie : lorsque la personne se considère victime d'une discrimination, elle peut demander une réparation.
Article Lp. 116-1 du code du travail de la Nouvelle-Calédonie : ce texte prévoit des sanctions pénales pour les actes discriminatoires, incluant des amendes, et des peines d'emprisonnements pouvant aller jusqu'à 2 mois.

Témoignage d'une personne dont l'entretien d'embauche a été annulé en raison de son âge, bien qu'il ait satisfait aux critères de sélection. Le témoignage met en lumière l'expérience vécue de discrimination fondée sur un critère personnel et la démarche de recours auprès du Défenseur des droits.

Site du Défenseur des Droits

Séance 2 – Des discriminations sanctionnées par le droit

Pour introduire la séance, l'enseignant peut partir sur une entrée visuelle concrète, centrée sur la discrimination à l'embauche liée à l'origine. Il peut notamment utiliser l'extrait de France Info / INA intitulé *« Discrimination à l'emploi : l'origine reste un handicap »*

Cette vidéo met en lumière les difficultés rencontrées par des candidats en raison de leur origine. Elle permet aux élèves d'identifier une situation d'injustice et de réfléchir aux mécanismes discriminatoires encore présents dans la société malgré l'évolution de la législation.

Dans un premier temps, le professeur distribue un document informatif présentant un extrait de la loi du 27 mai 2008. Ce texte rappelle que toute forme de discrimination, directe ou indirecte, est interdite dans des domaines essentiels comme l'emploi, le logement, l'éducation ou encore l'accès aux soins. Les élèves lisent le document individuellement ou en binôme puis répondent à des questions de compréhension et d'analyse. Cette activité permet de prendre conscience que la lutte contre les discriminations est un principe inscrit dans le droit, et que des sanctions sont prévues pour les contrevenants.

Dans un second temps, le professeur propose aux élèves l'analyse de deux cas concrets de discrimination : un témoignage récent d'un jeune d'origine maghrébine victime d'un refus d'embauche, et un cas local survenu en Nouvelle-Calédonie impliquant une boite de nuit condamnée pour discrimination raciale. Après lecture et visionnage, les élèves sont amenés à identifier les éléments constitutifs de la discrimination dans chaque situation, à comprendre les démarches entreprises pour faire valoir les droits des victimes, et à analyser les sanctions prononcées. Cette activité met particulièrement en évidence le rôle du Défenseur des droits et celui des associations engagées dans la lutte contre les discriminations. Le travail peut être

mené en petits groupes ou en débat collectif, puis suivi d'une mise en commun en classe entière pour favoriser l'appropriation des notions.

Enfin, le professeur propose un débat en classe autour de la question suivante : *Pourquoi les discriminations persistent-elles malgré la loi ?* Les élèves sont invités à mobiliser les documents étudiés précédemment ainsi que leurs propres réflexions. Ce débat permet de développer l'esprit critique des élèves, de favoriser l'écoute et l'expression d'une opinion argumentée. Il peut être préparé en amont (réflexion individuelle ou binôme) avant d'être mené en classe entière. Cette activité permet de conclure la séance en ouvrant sur les limites du droit et la nécessité de l'engagement collectif contre les discriminations.

Documents supports

Au niveau national :
Loi n°2008-496 du 27 mai 2008 relative à la lutte contre les discriminations.
Article 225-1 du code pénal
Site officiel du Défenseur des droits.

En Nouvelle-Calédonie :
Lois de pays n°2009-2 du 7 janvier 2009, création d'un régime d'aide en faveur des personnes en situation de discrimination.

Autres ressources :
Témoignage de Yannis (Ouest France, 02.01.2024) : sa candidature rejetée à cause de son origine, il saisit le Défenseur des droits.
Vidéo INA/ France info : Discrimination à l'emploi : l'origine reste un handicap

Séance 3 – Comment l'inclusion peut-elle prévenir les discriminations ?

Pour introduire la séance, le professeur montre des exemples d'inclusion dans le contexte scolaire. Il peut projeter des images ou des vidéos montrant des élèves avec des besoins spécifiques, tels que des enfants en situation de handicap, intégrés dans une classe ordinaire, ou au contraire, des images illustrant des situations d'exclusions.

Le professeur invite les élèves à partager leurs impressions sur les situations observées. Cela permet de sensibiliser les élèves à l'importance de l'inclusion pour lutter contre les discriminations dans le cadre scolaire.

Définition de l'inclusion

L'inclusion scolaire désigne un principe fondamental qui consiste à garantir à tous les élèves, quels que soient leurs handicaps, leurs besoins spécifiques, ou leurs différences, un accès égal à l'éducation dans un environnement scolaire ordinaire. Elle repose sur l'idée que chaque enfant a le droit de suivre sa scolarité dans une école de son quartier, avec des aménagements adaptés à ses besoins. L'inclusion implique l'adaptation des pratiques pédagogiques, des supports d'enseignement et des structures pour permettre à chaque élève de participer pleinement à la vie scolaire.

Définition de handicap

Le handicap désigne une limitation des capacités d'une personne à interagir avec son environnement ou à accomplir certaines activités du quotidien. Il peut être visible (exemple : déplacement en fauteuil roulant, cécité, trisomie) ou invisible (exemple : autisme, troubles de l'attention, dyslexie, maladies chroniques comme l'épilepsie ou les troubles anxieux).

Dans un premier temps, le professeur introduit la notion de handicap en rappelant qu'il s'agit d'une limitation, durable ou temporaire, des capacités d'une personne à interagir avec son environnement ou à accomplir certaines activités au quotidien. Le handicap peut être visible, comme un déplacement en fauteuil roulant, la cécité ou la trisomie, mais aussi invisible, comme l'autisme, les troubles de l'attention, la dyslexie…

Le professeur insiste sur un point fondamental : le handicap ne définit pas la personne. Ce n'est pas le handicap qui empêche de vivre normalement, mais le manque d'adaptation et de compréhension de la part de la société et de l'environnement. Pour introduire la réflexion, un court échange oral est proposé à la classe autour des questions suivantes : *Qui selon vous, peut se sentir exclu à l'école ? Pourquoi certaines personnes peuvent-elles se sentir mises à l'écart ? Qu'est ce qui pourrait permettre à chacun de trouver sa place et de se sentir pleinement intégré dans une classe ?*

Cet échange permet de faire émerger des représentations initiales, de sensibiliser les élèves aux notions d'exclusion et d'empathie, et d'introduire la suite de la séance consacrée à l'inclusion scolaire.

Dans un deuxième temps, le professeur met à l'étude deux documents : l'un aborde le droit à l'éducation pour les enfants en situation de handicap (l'école inclusive), l'autre présente les dispositifs de l'inclusion scolaire en Nouvelle-Calédonie. Les élèves sont invités à partager des exemples d'inclusion qu'ils ont pu observer dans leur établissement ou ailleurs. Cette discussion permet de faire émerger des situations concrètes d'inclusion et d'exclusion, en lien avec leur vécu, et de mettre en lumière l'importance de l'empathie et du respect des différences. Elle permet également de sensibiliser les élèves aux dispositifs mis en place pour lutter contre l'exclusion, et de les amener à réfléchir à leurs propres attitudes vis-à-vis des autres.

Cette approche vise à ancrer la notion d'inclusion dans le quotidien des élèves et à les amener à considérer que l'inclusion n'est pas seulement un droit, mais aussi une responsabilité collective qui relève de chacun.

Dans un troisième temps, le professeur utilise une affiche qui permet de montrer aux élèves que les différences peuvent être une force. C'est l'occasion de demander aux élèves de lister quelques différences qu'ils peuvent observer dans un établissement scolaire entre eux et d'expliquer comment ces différences peuvent être une richesse pour la classe ou la société. Ce retour peut être fait dans des discussions en binôme ou bien avec une réponse courte. Les idées peuvent ensuite être partagées avec le reste de la classe.

Dans un quatrième temps, les élèves vont pouvoir étudier une situation d'un élève handicapé qui est victime d'une discrimination. On évoque par cet exemple l'intervention du Défenseur des droits qui vient stopper cette action discriminante. Le professeur montre ainsi aux élèves qu'il est important de se mobiliser pour faire face à des discriminations. Enfin un dernier document permet de montrer que le handicap n'est pas une barrière. Avec des aménagements

appropriés, les personnes en situation de handicap peuvent participer pleinement à des activités de groupe, comme n'importe quel autre élève.

Pour conclure la séance, les élèves peuvent réfléchir à l'organisation de leur salle classe. Comment rendre sa salle de classe plus inclusive pour tous ?

Documents supports

Au niveau national :
L'inclusion des enfants en situation de handicap, ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
Loi n°2005-102 du 11 février 2005 sur l'inclusion scolaire.
Loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 -loi pour une école de la confiance.
Loi n°2024-475 du 27 mai 2024 sur le recrutement et la rémunération des AESH.

En Nouvelle-Calédonie :
L'inclusion en Nouvelle-Calédonie : https://handicap.nc/thematiques/scolarite/etudier/
Loi de pays n°2009-2 du 7 janvier 2009, création d'un régime d'aide en faveur des personnes en situation de handicap.

Autres ressources :
Défenseur des droits : Défenseur des Droits
Video de calédonia « l'handicap n'est pas une barrière » : Vidéo | Facebook
Vidéo INA/ France info : Discrimination à l'emploi : l'origine reste un handicap
Projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie : Considérer la diversité des publics pour une école de la réussite pour tous. Développer l'identité de l'école Calédonienne pour favoriser le vivre ensemble.

Auteur : BOURLON Romain, professeur d'Histoire-Géographie, collège de Canala.